

Revenu agricole moyen en hausse modérée pour les exploitations de grandes cultures franciliennes en 2011

En 2011, le revenu agricole des exploitations de grandes cultures d'Île-de-France s'élève en moyenne à 87 400 € par exploitation (soit 71 400 € par actif familial). Après le fort redressement de 2010, le revenu agricole moyen progresse encore en 2011, mais plus modérément, et les disparités de revenu s'accroissent fortement. Les cours toujours fermes pour les céréales et les oléagineux et la demande soutenue ont permis une augmentation du produit de l'exploitation, malgré des rendements moyens en repli pour les céréales d'hiver récoltées en 2011, mais la hausse des coûts de production a pesé sur la croissance du revenu.

L'augmentation des ressources de financement en 2011 permet une hausse des prélèvements privés et une reprise de l'investissement. Le patrimoine des exploitations se consolide avec une diminution du taux d'endettement tandis que la trésorerie se contracte par rapport à 2010.

En 2011, le revenu agricole (revenu courant avant impôt ou RCAI) moyen des exploitations spécialisées en grandes cultures d'Île-de-France s'élève à 87 400 €, contre 82 000 € en 2010. Ce revenu moyen est calculé avant déduction des cotisations sociales de l'exploitant (17 800 € en moyenne en 2011). Il est supérieur de 35 400 € au revenu national moyen pour cette même spécialité. Après 2009, une année où il était historiquement bas et 2010, une année de forte progression, 2011 n'a donc pas montré, comme pourtant attendu, d'inflexion à la baisse du revenu agricole moyen des exploitations franciliennes spécialisées en grandes cultures.

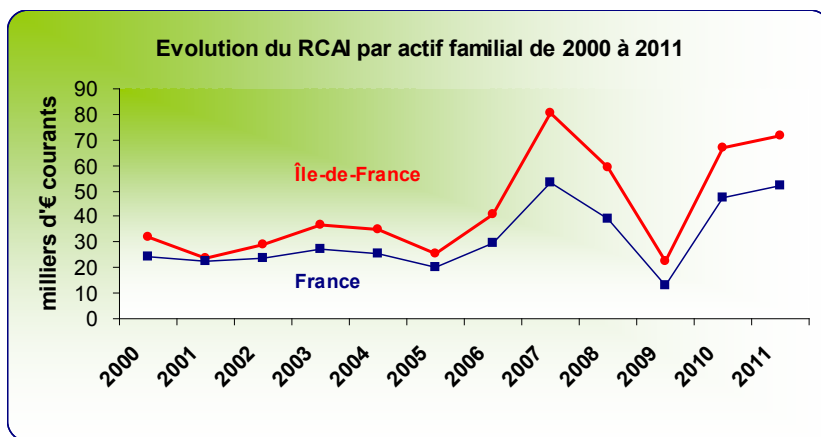
Par unité de travail annuel non salarié, c'est-à-dire par actif familial, le RCAI est, en 2011, de 71 400 € en moyenne pour ces exploitations. Ce revenu moyen par actif était de 30 250 € sur la période 2000-2005 et de 54 000 € sur la période 2006-2010, caractérisée par une forte volatilité des prix des céréales et des oléoprotéagineux. Pour les seules exploitations céréalières (Otefdd 1500), le RCAI par actif est, en 2011, de 63 100 € contre 48 600 € au niveau national. A titre de comparaison, il est de 61 300 € en région Centre et de 74 300 € en Champagne-Ardenne.

Accroissement de la disparité des revenus

En 2011, 4 exploitations de grandes cultures sur 10* voient leur revenu agricole par actif familial diminuer par rapport à 2010. La disparité des revenus entre les exploitations s'accroît fortement. La différence de revenu (par actif) entre le quart des exploitations ayant le plus faible revenu et le quart des exploitations ayant le plus fort revenu atteint 70 000 € contre 54 000 € en 2010. Il s'agit de l'écart annuel le plus important relevé sur la période 2000-2011, écart équivalent à celui de 2007, année où le revenu moyen a atteint son maximum en grandes cultures sur la même période.

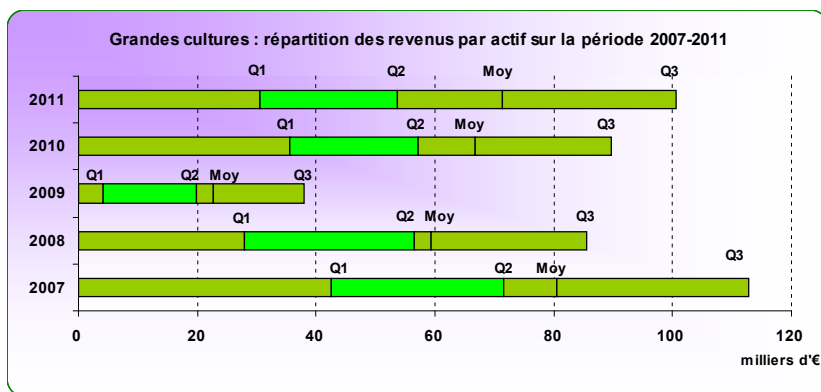
* sur la base d'un échantillon d'exploitations de grandes cultures présentes en 2010 et en 2011 et dont les résultats ont été extrapolés à l'ensemble des exploitations de grandes cultures de la région.

Poursuite de la hausse du RCAI par actif familial en 2011 pour les grandes cultures



Source : Agreste-Rica

Une disparité des revenus 2011 équivalente à celle de 2007



Source : Agreste-Rica

Q1 désigne le revenu en-dessous duquel se situent 25 % des exploitations, Q2 celui en-dessous duquel se situent 50 % des exploitations, Q3 celui en-dessous duquel se situent 75 % des exploitations ; Moy désigne le revenu moyen.
Exemple de lecture : en 2011, un quart des exploitations de grandes cultures ont perçu un revenu par actif inférieur à 31 000 € (Q1).

Hausse de la production de l'exercice en valeur

La poursuite du redressement du revenu agricole moyen en 2011 s'explique tout d'abord par une progression de la production de l'exercice en valeur (+ 6 %). L'augmentation des ventes, servie par une conjoncture très favorable pour les céréales et les oléagineux, en termes de demande et de prix, a compensé la baisse des rendements des céréales d'hiver (blé, orge) récoltées au cours de l'été 2011.

Repli des rendements moyens pour le blé tendre et l'orge

En 2011, le rendement moyen de blé tendre est en repli par rapport à 2010 (74 q/ha contre 79 q/ha) et par rapport à la moyenne quinquennale 2006-2010 (de 78 q/ha). Le printemps chaud et sec a entraîné une mauvaise valorisation des apports d'azote dans les sols superficiels et non irrigués. Les parcelles en terres profondes ou irriguées ont en revanche mieux tiré leur épingle du jeu. Les rendements du blé tendre sont donc hétérogènes. Le rendement moyen de l'orge est en recul sensible, et ce avec une réduction des surfaces en orge d'hiver. De 100 q/ha (donnée Rica), le rendement du maïs est l'un des meilleurs obtenus au cours des 20 dernières années.

Le rendement de la graine de colza est en léger repli par rapport à 2010, un repli compensé par une hausse des surfaces. Les rendements et les surfaces de protéagineux continuent à chuter. Enfin, la campagne betteravière donne en 2011 d'excellents résultats avec des records en termes de rendements et de richesse en sucre.

Fermeté des prix des céréales et des oléagineux

Après la très nette remontée des cours de 2010, les prix des céréales et des oléagineux, soutenus par une demande internationale dynamique, restent fermes tout au long de l'année 2011, et ce malgré l'inflexion des cotations mensuelles au second semestre. Selon les données Rica, le prix moyen annuel de vente producteur progresse de 30 % pour le blé tendre entre 2010 et 2011 (197 €/t), et de 39 % pour l'orge d'hiver (177 €/t), en raison d'une baisse des disponibilités. Le prix du maïs augmente de 14 % (176 €/t). Ces niveaux de prix sont même supérieurs à ceux de 2007 et 2008, des années où les prix de vente moyen du blé tendre avaient atteint respectivement 167 et 189 €/t alors que sur la période 2000-2005, ils n'avaient pas dépassé 106 €/t en moyenne annuelle. Par ailleurs, en raison de la hausse du prix du pétrole brut et de disponibilités moindres sur le marché européen (du fait de rendements médiocres en Allemagne), les cours de la graine de colza (434 €/t), utilisée notamment en non alimentaire pour la fabrication des biocarburants, continuent leur ascension (+ 26 % par rapport à 2010). Enfin, de 28 €/t, le prix des betteraves sucrières augmente à nouveau, comme en 2010, de 8 %.

Poids plus important des charges d'exploitation.

Les coûts de production s'accroissent en 2011, avec la flambée du cours des matières premières de 2010 et la hausse continue du prix des produits pétroliers qui se répercutent sur les prix des engrais azotés et de l'énergie. Ainsi, en 2011, les charges d'approvisionnement augmentent de 10 % par rapport à 2010.

L'impact de la hausse de la production (en valeur) sur l'évolution de la valeur ajoutée est limité par l'augmentation des charges d'approvisionnement et des charges externes. En 2011, la valeur ajoutée de l'exploitation est de 760 €/ha, en hausse de 5 % par rapport à 2010.

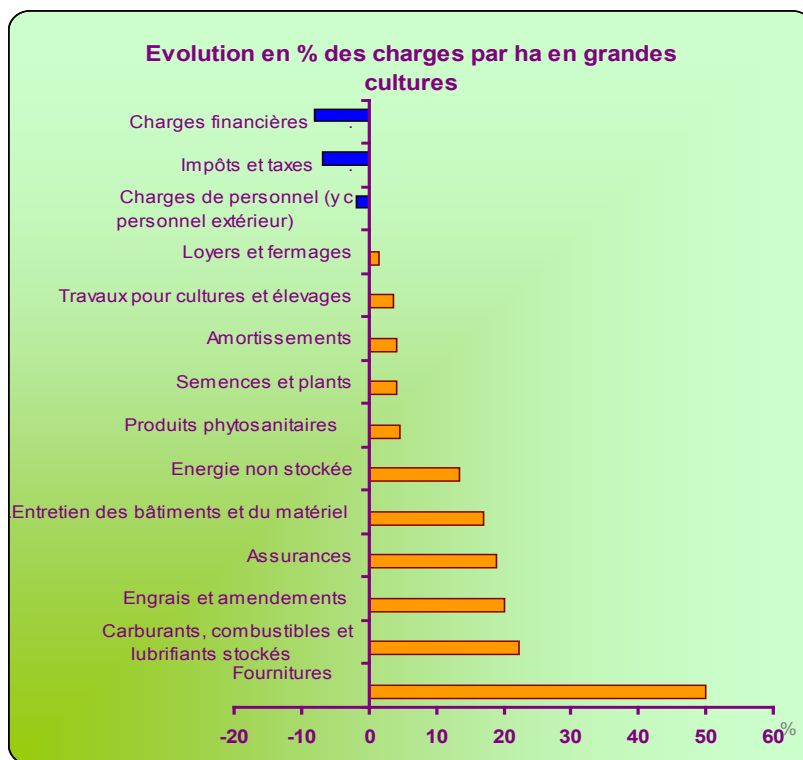
En 2011, l'excédent brut de l'exploitation (EBE) s'élève à 897 €/ha, un niveau supérieur de 4 % à celui de 2010 (864 €/ha) malgré la baisse des subventions (cf. encadré). Il représente 44 % du produit brut en 2011 (cf. définitions), contre 41 % en 2010. L'augmentation de l'EBE est liée à

la hausse de la valeur ajoutée et des indemnités d'assurance*, et à la réduction des charges de personnel. Le montant du fermage (location des terres) demeure stable.

Après déduction de l'EBE des dotations aux amortissements, en légère hausse en 2011 (290 €/ha), on obtient un résultat d'exploitation de 615 €/ha. Le revenu courant avant impôt (RCAI) s'établit à 596 €/ha en 2011 contre 566 €/ha en 2010. Cette hausse du RCAI de 8 %, liée au net repli des charges d'intérêt (- 10 %) et au doublement des produits financiers, est cependant relativement modérée en comparaison du fort redressement de 2010.

**selon les traitements comptables du Rica, les aides telles que la contribution au paiement des primes à l'assurance récolte, végétaux et animaux, versées au titre de l'exercice 2011 ont été comptabilisées dans leur totalité (quelle que soit la date de versement, qui a pu intervenir en 2012).*

Hausse soutenue des charges d'approvisionnement en 2011



Source : Agreste, Rica Île-de-France 2010, 2011

Progression globale de l'ensemble des charges courantes de l'exploitation

En 2011, l'ensemble des charges courantes s'élève en moyenne à 1 370 €/ha pour les exploitations franciliennes de grandes cultures. Les charges d'approvisionnement (engrais, phytosanitaires, énergie, etc.) représentent 37 % des charges courantes de l'exploitation. Elles augmentent de 12 % entre 2010 et 2011. La hausse concerne l'ensemble des postes, mais elle est très forte pour les postes qui pèsent le plus lourdement (+ 18 % pour les engrais, + 20 % pour les carburants et combustibles).

Les autres charges d'exploitation (60 % des charges courantes) affichent une hausse modérée (+ 1,6 %) mais résultat d'évolutions contrastées : forte hausse pour les assurances et l'entretien des bâtiments et du matériel, hausse soutenue pour l'énergie non stockée, modérée pour les dotations aux amortissements et les travaux pour les cultures, et diminution des charges de personnel et des impôts et taxes. Les charges financières, dernier volet des charges courantes (3 % de l'ensemble des charges d'exploitation) régressent aussi bien pour les charges à long terme qu'à court terme (- 8 %). Au final, une augmentation de 5 % de l'ensemble des charges courantes résulte de ces diverses évolutions.

Plus de 9/10 èmes des subventions versées au titre des DPU

Les subventions d'exploitation se chiffrent en moyenne à 342 €/ha en 2011 pour les exploitations de grandes cultures en Île-de-France. Les droits à paiement unique (DPU), versés dans le cadre du découplage des aides PAC liées à la production, ont été entièrement généralisées en France à partir de 2010. Ils représentent en 2011 91 % des subventions d'exploitation. Les aides comprennent également quelques aides PAC de soutien spécifiques aux cultures et à l'élevage, des aides agroenvironnementales (2ème pilier de la PAC), les aides de soutien à l'agriculture biologique et enfin diverses aides nationales, régionales et locales.

Entre 2010 et 2011, le montant global des subventions diminue de 4 % en Île-de-France pour les grandes cultures, après une réduction de 9 % entre 2009 et 2010. Les mesures du bilan à mi-parcours de la PAC ont en effet conduit à une redistribution des aides, notamment en direction des productions animales.

Reprise de l'investissement et prélèvements privés en hausse

L'ensemble des ressources de financement des exploitations de grandes cultures d'Île-de-France augmente en 2011 de 16 %. La confirmation du redressement du RCAI en 2011 entraîne une progression de la capacité d'auto-financement des exploitations de 6 %. Le recours à l'emprunt affiche une croissance importante (+ 28 %) contrairement à l'année 2010 où il avait diminué. Les produits de la cession de biens de l'exploitation progressent également (+ 30 %).

Cette augmentation des ressources de financement favorise en 2011 un accroissement des prélèvements privés des exploitants agricoles qui s'avère plus important que celui de 2010 (+ 56 % en 2011, + 20 % en 2010). L'augmentation des ressources se traduit aussi par une reprise de l'investissement, de 76 000 € en moyenne, après le recul de 2010 et le remboursement des emprunts se contracte.

La variation du fonds de roulement net affiche un solde positif de 15,2 K€, la variation des capitaux permanents (capitaux propres et dettes) couvrant celle des immobilisations. La variation du besoin en fonds de roulement est par ailleurs de 13,2 K€, les stocks et créances couvrant les dettes des fournisseurs.

La variation du fonds de roulement net est supérieure à la variation du besoin en fonds de roulement, permettant ainsi de dégager une variation positive de la trésorerie nette (2 K€) cependant cinq fois inférieure à celle de 2010 (10,4 K€). L'année 2011 présente donc une situation financière encore saine pour les exploitations de grandes cultures d'Île-de-France, si on se réfère à ces niveaux moyens, malgré la forte contraction de trésorerie.

Diminution du taux d'endettement et stabilité structurelle des équilibres du bilan

En 2011, les biens immobilisés par l'exploitation (terres, bâtiments, matériel) représentent 63 % des actifs détenus par l'exploitation, soit un point de plus qu'en 2010. L'ensemble des stocks, des créances et des disponibilités en banque (actif circulant) diminue en contrepartie dans la même proportion (37 %).

En 2011, ce patrimoine est financé à 63 % par les capitaux propres de l'exploitation (contre 61 % en 2010) et à 37 % par des emprunts (contre 39 % en 2010). Le taux d'endettement diminue donc de 2 points par rapport à 2010.

La situation du bilan quinquennal (moyenne des cinq dernières années

2006-2010) reste satisfaisante pour ce type d'exploitations. Il donne une structure 64-36 pour l'actif (parts relatives de l'actif immobilisé et de l'actif circulant) et 61-39 pour le passif (parts relatives des capitaux propres et des dettes).

Par rapport au bilan quinquennal, en 2011, la part de l'actif circulant augmente de un point au détriment de l'actif immobilisé tandis que la part de l'endettement diminue au profit des capitaux propres. Le bilan 2011 traduit une stabilité structurelle des moyens de financement du patrimoine de l'exploitation, dans lequel la part des créances et des disponibilités en banque et des stocks augmente ainsi que celle des capitaux propres de l'exploitation, en comparaison de la période 2006-2010.

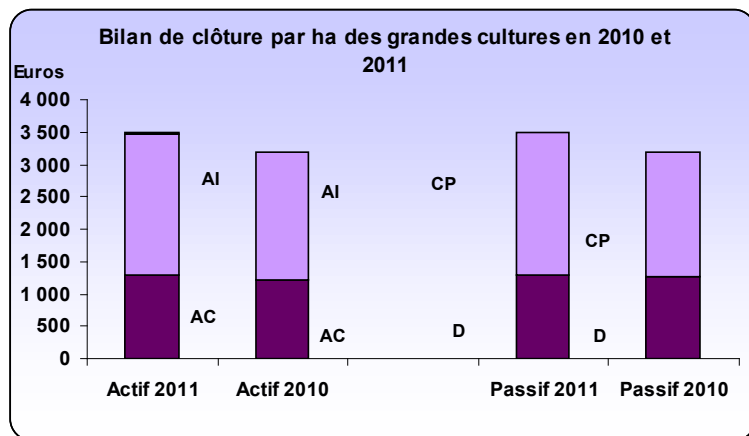
Evolution des ressources et emplois de 2010 à 2011 en grandes cultures

	Grandes cultures	
	Montant 2011 (K€)	Evol. 2011/2010 en % (1)
1-Total des ressources durables	196.7	15.7
Capacité d'autofinancement	129.9	5.9
Cessions d'immobilisations	21.0	122.3
Subventions d'équipement reçues	0.3	-73.8
Nouvelles dettes financières	45.5	27.7
2-Total des emplois stables	181.5	31.4
Acquisitions d'immobilisations	76.3	24.4
Augmentation des animaux reproducteurs	0.2	-170.4
Prélèvements privés	76.6	56.2
Remboursement des dettes financières	28.4	-2.5
3-Variation du fonds de roulement net (1) - (2)	15.2	
4-Variation du besoin en fonds de roulement	13.2	
variation des stocks (+)	5.9	
variation des créances (+)	13.0	
variation des dettes non financières (-)	5.7	
5-Variation de trésorerie nette (3) - (4)	2.0	

Source : Agreste - Rica Ile-de-France 2010,2011

(1) à échantillon constant et en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB

Augmentation sensible des capitaux propres en 2011



Source : Agreste, Rica Île-de-France, 2010, 2011

AI : actif immobilisé CP : capitaux propres
AC : actif circulant D : dettes

RICA Île-de-France 2011 : principaux résultats par orientation technico-économique

valeur moyenne par exploitation	Île-de-France						France
	Toutes orientations	Grandes cultures Otefda 1516	dont Céréales et oléoprotéagineux (COP) Otefdd 1500			dont Autres grandes cultures Otefdd 1600	COP Otefdd 1500
			Grandes	Moyennes	Ensemble *		
Nombre d'exploitations de l'échantillon	206	177	113	33	146	31	1 101
Nombre d'exploitations représentées	4 240	3 637	1 812	983	2 794	843	51 778
Part de chaque catégorie en %	100	86	43	23	66	20	17
CARACTERISTIQUES GENERALES							
Surface agricole utilisée (SAU) (ha)	130.3	146.6	176.9	72.4	140.2	167.7	124.8
dont faire-valoir direct (ha)	13.4	15.2	18.3	12.6	16.3	11.5	14.5
dont céréales (ha)	82.0	93.1	116.2	46.3	91.6	97.9	75.7
dont cultures industrielles (ha)	37.3	42.5	48.8	17.6	37.8	58.1	33.7
Nombre d'Unités travail annuel (UTA) totales	1.9	1.6	1.5	1.1	1.4	2.4	1.4
dont UTA (non salarié) (UTANS)	1.24	1.22	1.22	1.05	1.16	1.43	1.20
Effectif animaux (en Unités Gros Bovins)	7.7	4.4	1.6	1.8	1.7	13.6	7.4
ELEMENTS DU BILAN (milliers d'euros)							
Actif immobilisé	293.7	321.2	355.6	184.3	295.3	407.1	194.6
Actif circulant	179.9	189.1	215.4	79.9	167.8	259.9	142.1
Capitaux propres	297.4	322.5	398.9	175.3	320.3	329.9	209.0
Endettement total	178.5	190.2	175.2	89.2	144.9	340.2	128.7
dont à court terme (yc tiers)	54.8	54.7	47.8	30.4	41.7	98.1	42.1
Autofinancement net des prélèvements privés	47.1	53.3	67.9	16.9	50.0	64.2	39.2
Taux d'endettement global (%)	37.5	37.1	30.5	33.7	31.1	50.8	38.1
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (milliers d'euros)							
Production de l'exercice	240.7	237.1	249.8	96.3	195.8	373.8	164.2
+ ristournes, rabais, remises obtenus	1.2	1.4	1.6	0.8	1.3	1.6	1.0
- charges d'approvisionnement	79.0	76.9	85.9	34.7	67.9	106.6	59.7
- autres achats et charges externes	50.7	50.2	49.8	27.0	41.8	78.1	37.0
= Valeur Ajoutée Produite (hors fermage)	112.3	111.3	115.6	35.4	87.4	190.7	68.4
+ subventions et indemnités d'exploitation	47.9	53.6	63.0	28.1	50.7	63.3	42.3
- fermage	19.3	20.8	22.8	8.1	17.6	31.6	14.5
- impôts et taxes	2.6	2.8	3.1	1.4	2.5	3.9	2.3
- charges de personnel	16.2	9.8	8.0	1.6	5.7	23.5	3.8
= Excédent Brut d'Exploitation	122.1	131.5	144.7	52.4	112.3	195.2	90.1
+ transferts de charges et autres produits de gestion courante	1.5	1.1	1.5	0.4	1.1	1.1	0.5
- dotations aux amortissements	39.3	42.5	49.9	17.6	38.5	55.5	28.7
= Résultat d'exploitation	84.3	90.1	96.3	35.3	74.9	140.7	61.8
+ produits financiers	2.8	3.2	4.3	0.6	3.0	4.0	1.0
- charges financières	5.5	6.0	6.3	1.5	4.7	10.2	4.3
= Résultat Courant Avant Impôts (milliers d'euros)	81.6	87.4	94.3	34.3	73.2	134.5	58.5
- Charges sociales de l'exploitant	17.3	17.8	19.8	7.8	15.6	25.0	10.7
= RCAI après paiement des charges sociales exploitant	64.3	69.6	74.5	26.5	57.6	109.5	47.8
Revenu courant par Unité de Travail Annuel non salarié (UTANS)	65.7	71.4	77.3	32.7	63.1	93.8	48.6
RCAI par UTANS après paiement des charges sociales exploitant	51.7	56.9	61.1	25.3	49.7	76.3	39.8

Sources : Agreste et Srise Île-de-France Rica 2011

grandes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 100 000 €

exploitations moyennes : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 25 000 € et inférieure à 100 000 €

* Ensemble = grandes et moyennes exploitations : voir encadré "qu'est-ce que le Rica ?" page 6.

RICA Île-de-France 2011 : principales évolutions pour les exploitations de grandes cultures (Otefda 1516) et de COP (Otefdd 1500)

valeur moyenne par exploitation	Otefda 1516		dont Otefdd 1500					
	Ensemble		Grandes exploitations		Exploitations moyennes		Ensemble (*)	
		Evolution 2011/2010 (%)**		Evolution 2011/2010 (%)**		Evolution 2011/2010 (%)**		Evolution 2011/2010 (%)**
	2011		2011		2011		2011	
Nombre d'exploitations de l'échantillon	177		113	113	33		146	
Nombre d'exploitations représentées	3 637		1 812	1 812	983		2 794	
Part de chaque catégorie en %	86		43	43	23		66	
CARACTERISTIQUES GENERALES								
Surface agricole utilisée (SAU) (ha)	146.6	1.3	176.9	0.8	72.4	-0.3	140.2	1.2
dont SAU en fermage (ha)	130.1	2.3	158.1	1.7	56.6	3.6	122.4	2.7
Nombre d'Unités travail annuel (UTA) totales	1.63	-2.8	1.54	-2.8	1.11	-4.4	1.39	-3.3
dont UTA (non salarié) (UTANS)	1.22	-2.6	1.22	-3.3	1.05	-6.1	1.16	-4.2
Effectif animaux (en Unités Gros Bovins)	4.4	-2.7	1.6	-23.1	1.8	-0.4	1.7	-13.6
ELEMENTS DU BILAN (milliers d'euros)								
Actif immobilisé	321.2	0.5	355.6	-0.9	184.3	4.7	295.3	-0.5
Actif circulant	189.1	6.5	215.4	4.7	79.9	4.0	167.8	5.2
Capitaux propres	322.5	4.8	398.9	5.5	175.3	-3.0	320.3	4.2
Endettement total	190.2	0.0	175.2	-7.3	89.2	19.3	144.9	-3.2
dont à court terme (yc tiers)	54.7	0.3	47.8	-8.2	30.1	25.3	41.7	-2.8
Autofinancement net des prélèvements privés	53.3	-34.2	67.9	-36.0	16.9	-76.0	50.0	-41.0
Taux d'endettement global (%)	37.1	-4.1	30.5	-9.7	33.7	12.8	31.1	-6.1
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (milliers d'euros)								
Production de l'exercice	237.1	6.5	249.8	5.4	96.3	5.3	195.8	5.9
+ ristournes, rabais, remises obtenus	1.4	-1.0	1.6	3.5	0.8	-6.1	1.3	1.3
- charges d'approvisionnement	76.9	11.5	85.9	9.8	34.7	20.2	67.9	12.1
- autres achats et charges externes	50.2	3.1	49.8	2.4	27.0	9.2	41.8	4.3
= Valeur Ajoutée Produite (hors fermage)	111.3	4.7	115.6	3.7	35.4	-10.4	87.4	2.1
+ subventions et indemnités d'exploitation	53.6	0.0	63.0	-3.4	28.1	20.8	50.7	1.4
- fermage	20.8	0.4	22.8	0.3	8.1	0.0	17.6	0.9
-impôts et taxes	2.8	-6.8	3.1	-6.1	1.4	9.6	2.5	-3.0
- charges de personnel	9.8	-4.5	8.0	3.4	1.6	7.6	5.7	3.8
= Excédent Brut d'Exploitation	131.5	4.4	144.7	1.2	52.4	3.0	112.3	2.0
+ transferts de charges	1.1	-23.8	1.5	4.3	0.4	-31.7	1.1	-3.8
- dotations aux amortissements	42.5	2.7	49.9	1.1	17.6	-4.9	38.5	2.6
= Résultat d'exploitation	90.1	4.7	96.3	1.3	35.3	6.7	74.9	1.6
+ produits financiers	3.2	106.4	4.3	119.1	0.6	0.0	3.0	99.2
- charges financières	6.0	-8.4	6.3	-10.9	1.5	-4.3	4.7	-10.1
= Résultat Courant Avant Impôts (RCAI)	87.4	7.7	94.3	4.8	34.3	7.2	73.2	4.6
- Charges sociales de l'exploitant	17.8	7.8	19.8	12.3	7.8	20.8	15.6	13.9
= RCAI après paiement des charges sociales exploitant	69.6	7.7	74.5	3.0	26.5	3.5	57.6	2.4
RCAI par Unité de Travail Annuel non salarié (UTANS)	71.4	10.6	77.3	8.4	32.7	14.2	63.1	9.2
RCAI par UTANS hors charges sociales exploitant	56.9	10.6	61.1	6.5	25.3	10.3	49.7	6.9

Sources : Agreste et Srise Île-de-France Rica 2010, 2011

2011 : valeurs réelles à échantillon complet

grandes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 100 000 €

exploitations moyennes : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 25 000 € et inférieure à 100 000 €

* Ensemble = grandes et moyennes exploitations : voir encadré « qu'est-ce que le Rica ? » page 6.

(**) à échantillon constant et en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB, pour les éléments du bilan et les soldes intermédiaires de gestion.

Qu'est-ce que le RICA ?

Le RICA (Réseau d'information comptable agricole) est une enquête statistique nationale réalisée par quota auprès d'environ 7 500 exploitations. Elle recueille les comptabilités d'agriculteurs ainsi que quelques variables caractérisant la structure de leur exploitation (SAU, rendement, composition du cheptel).

En métropole, le RICA porte sur les exploitations dites moyennes et grandes, c'est à dire celles dont la production brute standard ou PBS (« potentiel » économique basé sur les surfaces et cheptels) atteint au minimum 25 000 €. En 2011, l'échantillon de la région Île-de-France comprend 206 exploitations, qui représentent 4 240 exploitations franciliennes. L'univers de base servant à la pondération est issu du recensement agricole 2010 extrapolé à 2011. Les résultats ne sont diffusés que pour les orientations les plus représentatives.

Le RICA a fait l'objet d'évolutions méthodologiques lors de la publication des résultats 2010 : il convient de ne pas comparer les résultats de 2010 (diffusés en 2012) ou ceux de 2011 (diffusés en 2013) avec ceux qui ont été publiés antérieurement (voir encadrés Présentation et Avertissement du « RICA en poche année 2011 en Île-de-France » sur le site de la DRIAAP).

DEFINITIONS

• Classification des exploitations :

Les exploitations sont classées selon leur orientation technico-économique. En Île-de-France, 86 % des exploitations sont classées dans l'orientation Otefda 1516 (nomenclature française de diffusion agrégée) « Grandes cultures ».

Cette orientation regroupe les exploitations fortement spécialisées en céréales et oléoprotéagineux « COP » (Otefdd 1500), selon la nomenclature de diffusion détaillée, ainsi que les exploitations de cultures générales qui cultivent davantage la betterave sucrière, les pommes de terre et les légumes hors maraichage (Otefdd 1600).

• Résultat courant avant impôt (RCAI) :

Le RCAI est égal aux produits d'exploitation relevant de l'activité de l'exploitation (vente de biens, produits agricoles, prestations de services ...)

- + les subventions et indemnités d'exploitation reçues,
- + les transferts de charges,
- + les produits financiers (intérêts perçus, revenus des comptes en banque...),

desquels sont déduits les charges d'exploitation (approvisionnements, achats de marchandises, travaux et services consommés, loyers et fermages, entretien des bâtiments, assurances, impôts et taxes, charges de personnel), les amortissements des biens immobilisés dont la durée d'utilisation est déterminable (matériels, outillage, bâtiments, véhicules...), et les charges financières (intérêts des emprunts).

• Produit brut :

Le produit brut est un concept utilisé en économie agricole, qui associe d'autres ressources à la production de l'exercice, en particulier les subventions et indemnités d'assurance. Cette notion est avant tout utilisée pour des besoins de gestion. Elle n'intervient pas dans l'enchaînement des soldes intermédiaires de gestion qui sont calculés à partir de la production de l'exercice.

• Capitaux permanents :

Les capitaux permanents sont composés des capitaux propres de l'exploitation et des dettes à long et moyen terme résultant des emprunts. Le revenu tiré de l'activité de l'exploitation au cours de l'exercice puis les prélèvements effectués par les exploitants pour leurs besoins personnels impactent directement l'autofinancement de l'exploitation avec ses conséquences sur le montant des capitaux propres en fin d'exercice.

Pour en savoir plus :

◇ Résultats détaillés pour l'Île-de-France sur le site de la DRIAAP :

Le RICA en poche année 2011 en Île-de-France

◇ Résultats nationaux et régionaux sur le site Agreste du Ministère :

Données en ligne

◇ Résultats européens :

Site de la Commission européenne (rubrique Agriculture et développement rural / RICA)



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Direction régionale et interdépartementale
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRIAAP)
Adresse : 18, rue Carnot F- 94234 Cachan

**Service régional de l'information statistique
et économique (SRISE)**

Tél. : 01 41 24 17 00

Site internet : <http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr>

Courriel : srise.draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr

Directrice: Marion Zalay
Directrice de la publication : Sylvie De Smedt
Rédacteur en chef : Rigobert Moloufoukila
Rédaction : Sylvie Bernadet
Composition : Sabrina Grégoire
ISSN : 0246-1803